

L'accès au site d'enfouissement de Prunelli libéré début janvier

Les camions de l'interco du Fium'Orbu-Castellu seront retirés de l'entrée du centre de la Stoc devant lequel ils stationnent depuis le 20 août. Les élus entendent cependant que le volume de 43 000 tonnes soit respecté en 2019

La saison 2018 de la crise des déchets dans le Fium'Orbu-Castellu est sur le point de s'achever. Dans les premiers jours de janvier, les camions et tas de terre qui empêchent l'accès au centre d'enfouissement de Prunelli seront retirés. On assistera ainsi à l'épilogue d'un feuilleton qui dure depuis le 20 août. Avec ses intrigues, ses rebondissements et même ses coups de théâtre qui ont alimenté la chronique pendant plus de quatre mois.

Petit résumé des différents épisodes. Tout commence donc le 20 août, début du bras de fer entre les élus du territoire et les interlocuteurs en charge de la gestion des déchets : État, Syvadec, Collectivité de Corse. Alors que le tonnage des ordures enfouies avoisine les 41 000 tonnes, le bureau de la communauté de communes décide d'interdire le site aux camions venant des autres territoires. Et de réserver les quelque 4 000 tonnes restant pour atteindre le volume annuel à ses seuls besoins. Une décision que les élus avaient quand même pris la peine d'annoncer quinze jours plus tôt à l'issue d'un conseil communautaire.

Le 21 août, une première réunion de sortie de crise a lieu à Ghisunaccia en présence des différents partenaires, dont le président du conseil exécutif. Elle ne débouche sur aucun accord et la situation se tend même un peu plus. Des réunions, il y



Bloqué depuis le 20 août par les camions de la communauté de communes et des tas de terre, le centre d'enfouissement des déchets de Prunelli reprendra une activité normale dans les premiers jours de janvier.

PHOTO STÉPHANE GAMANT

en aura d'autres jusqu'à la fin du mois d'août, date à laquelle les élus du Fium'Orbu-Castellu annoncent qu'ils ne veulent plus discuter. Dans les premiers jours de septembre, refusant toute notion de marchandage, ils affichent toujours la même fermeté. Le 3 septembre, lors d'une réunion publique à Migliacciaru, l'Exécutif, par la voix du président de l'Office de l'Environnement Fran-

çois Sargentini, les invite à revenir à la table des discussions. Les protestataires n'acceptent de s'y rasseoir qu'à condition d'avoir des réponses à un certain nombre de questions et notamment la prise en compte du préjudice lié au raccourcissement de la durée de vie du site. Les réunions reprennent. Tous jours infructueuses. La situation reste bloquée, le site d'enfouissement aussi.

Le mois d'octobre sera celui du *statu quo*. Au début du mois de novembre, commence un nouvel épisode lorsque la préfète de Corse et le préfet de Haute-Corse décident de réquisitionner le site. Les élus ne bougent pas. Les camions non plus. Le 15 novembre au petit matin, des cars de gardes mobiles sont envoyés sur place pour débloquer l'accès de force. Ils n'interviendront finale-

ment pas. Mais la tension est montée d'un cran. Deux jours plus tard, les élus, rejoints par ceux de Viggianellu, tiennent une conférence de presse au siège de l'interco. Ils annoncent un rassemblement le dimanche suivant à Migliacciaru pour protester contre des menaces de sanctions à leur égard. Et pour dire leur ras-le-bol face aux hausses de volumes qu'on leur impose depuis quatre

ans. Le rassemblement est un succès. Une nouvelle réunion de sortie de crise se tient deux jours plus tard, à Corte cette fois-ci. Elle durera 11 heures. La CdC y détaille son plan, le projet d'exportation est validé. Les relations se sont visiblement apaisées. Mais le site de Prunelli reste fermé.

Le compteur remis à zéro

Il l'est encore officiellement, même si, depuis quelque temps, des camions en provenance d'autres territoires semblent contourner le blocage. Et les élus fermer les yeux. Le 2 ou le 3 janvier, débutera une nouvelle année civile. Au centre d'enfouissement, le compteur sera remis à zéro. Le blocus sera donc levé et l'activité reprendra normalement. Pour autant, les élus du Fium'Orbu-Castellu annoncent déjà qu'ils resteront vigilants. Lors de leur prochain conseil communautaire, prévu en février, ils délibéreront, comme en 2017, pour que le volume de 43 000 tonnes soit respecté en 2019. Ainsi qu'ils l'ont annoncé à plusieurs reprises, ils envisagent aussi de lancer une consultation populaire sur la problématique des déchets. Une consultation qui portera sur la situation actuelle du centre d'enfouissement. Mais aussi sur l'avenir quand les volumes pour lequel il a été conçu seront atteints. Sa durée de vie aussi.

L.V.